

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 Grenoble

Grenoble, le 07/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TREDI**

ZI INSPIRA - 519 rue Denis Papin  
38150 Salaise-Sur-Sanne

Références : 2025 - Is170SPF  
Code AIOT : 0006103190

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement TREDI implanté ZI INSPIRA - 519 rue Denis Papin 38150 Salaise-sur-Sanne. L'inspection a été annoncée le 24/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TREDI
- ZI INSPIRA - 519 rue Denis Papin 38150 Salaise-sur-Sanne
- Code AIOT : 0006103190
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TREDI fait partie du groupe Séché Environnement depuis 2002.

Le site de Salaise emploie approximativement 200 personnes. 70 % des déchets traités sur l'ensemble du site de Salaise proviennent d'une zone de chalandise inférieure à 150 km. La répartition de ces déchets est la suivante : 76 % de déchets dangereux, 2 % de DASRI, 13 %

d'ordures ménagères et 9 % de déchets non dangereux.

Le site comprend trois unités d'incinération et une unité de transit regroupement de déchets :

- L'unité Salaise 1, mise en service en 1985, comprend 2 lignes d'incinération de déchets industriels dangereux faiblement halogénés dont la teneur exprimée en chlore est inférieure à 1 % et faiblement soufrés (teneur en soufre inférieure à 4 %). Sa capacité totale autorisée est de 74 000 t/an pour les deux lignes. Les lignes sont jumelles et indépendantes. Elles sont chacune constituées d'un four rotatif et d'un système de traitement des fumées. Cette unité traite des déchets liquides, solides et gazeux. Les déchets gazeux proviennent essentiellement de la plateforme chimique voisine. Ils sont approvisionnés par tuyauterie.
- L'unité Salaise 2, mise en service en 1992 a la possibilité de prendre en charge des déchets fortement chlorés. Elle est autorisée à traiter 74 000 t/an de déchets. Elle est constituée d'un four rotatif et de son propre système de traitement des fumées.
- L'unité Salaise 3, mise en service en 2001 traite préférentiellement des déchets solides de faible densité (en moyenne 0,2). Elle dispose d'une capacité autorisée de 146 000 t/an. Elle est constituée d'un four à grille et de son propre système de traitement des fumées. Cette unité peut traiter les gaz chlorés de la plateforme en back up des autres unités.
- L'unité Salaise 4 permet le regroupement et le tri de certains déchets afin de les orienter sur les autres unités du site ou vers un autre traitement à l'extérieur.

La chaleur des fumées d'incinération est valorisée pour produire la vapeur nécessaire aux procédés industriels de la plateforme de Roussillon (650 000 t/an - soit la moitié des besoins).

Le site comprend également une station physico-chimique commune à l'ensemble du site permettant le traitement :

- des eaux issues du lavage des fumées d'incinération ;
- des eaux d'écoulement de certaines surfaces imperméabilisées ;

Sur le plan administratif, le site est :

- classé seveso seuil haut compte tenu des quantités et des caractéristiques des déchets dangereux stockés sur le site ;
- soumis à la directive sur les émissions industrielles compte tenu du mode et du tonnage quotidien de déchets traités ;

Les enjeux identifiés pour cet établissement sont principalement :

- les émissions atmosphériques (impact sur la qualité de l'air / risque sanitaire) ;
- les émissions dans l'eau issues du procédé de lavage des fumées par voie humide ;
- les risques incendie / explosion liés à la manipulation de déchets inflammables et à la possibilité de dégagement de fumées toxiques ;
- le risque d'un mélange incompatible de déchets (émanation toxique - mise en pression des équipements)
- le risque de pollutions accidentelles lié aux eaux d'extinction d'un incendie, ainsi que la perte de confinement de produits dangereux pour l'environnement.

À l'échelle de la région, cet établissement fait partie des gros émetteurs d'oxyde d'azote (> 100 t/an) et fait donc l'objet de prescriptions particulières de réduction des émissions en cas de pic de pollution.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suite de l'inspection du 17/04/2025	Divers	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	/
2	PFAS dans les rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Mesure de maîtrise des risques NBC1	AP de Mise en Demeure du 15/01/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	SGS – Gestion des modifications	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la mise en demeure relative à la mesure de maîtrise des risques NBC1, l'exploitant a mis en œuvre une mesure compensatoire temporaire qui permet de supprimer le phénomène dangereux lié à cette MMR dans l'attente de la fin des travaux de mise en conformité.

Concernant la gestion des modifications, l'organisation mise en place par l'exploitant permet une bonne identification des enjeux et des impacts de la modification et des mesures à mettre en œuvre pour accompagner la modification. En revanche, le suivi des modifications après leur validation est insuffisant et doit être amélioré.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Suite de l'inspection du 17/04/2025

Constat – Rapport DREAL du 22/04/2025	Réponse de l'exploitant – Courrier du 13/08/2025	Contrôles réalisés par l'inspection et constats établis – Visite du jour
<b>&gt; Fiche n°3 du rapport – Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)</b>		
<p><u>Demande de justificatifs n°1</u> : L'utilisation des émulseurs contenant du PFOA sera interdite à partir du 04 juillet 2025 en application de l'annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants. Étant donné que les émulseurs UNISERAL A106 A4P et UNISERAL AF22* contiennent du PFOA en concentration supérieure à 25 ppb, l'exploitant transmettra à l'Inspection des installations classées un plan de substitution de ces émulseurs, de nettoyage des installations ayant été en contact avec ces émulseurs et d'élimination de ces émulseurs et des eaux de nettoyage.</p>	<p>L'exploitant a fourni les résultats d'analyses des émulseurs UNISERAL A106 A4P et UNISERAL C6 AF22*. Ces résultats montrent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'émulseur UNISERAL A106 A4P contient une teneur en PFOA de 90 µg/kg, supérieure au seuil autorisé à compter du 03 décembre 2025 (prolongation de l'échéance initiale du 04 juillet 2025). En revanche, les concentrations en PFOS et PFHxS sont inférieures aux seuils autorisés ;</li> <li>- l'émulseur UNISERAL C6 AF22* a des teneurs en PFOS, PFOA et PFHxS inférieures aux seuils autorisés ;</li> <li>- les deux émulseurs contiennent d'autres PFAS actuellement non réglementés, notamment du 6:2 FTS.</li> </ul> <p>L'exploitant indique prévoir un plan d'actions visant à éliminer en priorité l'émulseur UNISERAL A106 A4P, puis dans un deuxième temps l'émulseur UNISERAL C6 AF22*, mais précise qu'il rencontre des difficultés techniques pour la mise en œuvre de la substitution de ces émulseurs vis-à-vis de ses installations de protection incendie.</p>	<p>L'entrée relative au PFOA de l'annexe I du règlement n° 2019/1021 du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants a été modifiée le 04/08/2025 avec l'introduction d'un paragraphe 4bis dans la colonne « dérogation ». Cette modification augmente à 1 mg/kg la concentration en PFOA (et 10 mg/kg pour les composés apparentés aux PFOA) dans les mousses anti-incendie destinées à l'extinction d'un feu de combustibles liquides jusqu'au 03/08/2028. Au-delà de cette date, les émulseurs contenant du PFOA avec une concentration supérieure ou égale à 0,025 mg/kg seront interdits.</p> <p>Avec une concentration en PFOA de 90 µg/kg, l'émulseur UNISERAL A106 A4P voit donc son interdiction d'utilisation repoussée au 03/08/2028, contre le 03/12/2025 initialement prévue. L'utilisation de cet émulseur est toutefois déjà interdite pour la formation. Les essais des installations contenant cet émulseur restent autorisés jusqu'au 03/12/2025 si les rejets sont confinés et traités ou éliminés en filière adaptée.</p> <p>L'émulseur UNISERAL C6 AF22*, qui ne contient de PFAS réglementés, mais dont la somme des PFAS est supérieure à 1 mg/l devra quant à lui être éliminé avant le 23/10/2035, conformément à l'entrée 82 de l'annexe 17 du règlement n°1907/2006 (REACH).</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir réalisé des tests d'émulseurs sans PFAS dans ses installations et que les</p>

résultats obtenus ne sont pas satisfaisants. Il se voit donc contraint de devoir modifier ses installations de protection incendie pour les rendre compatibles avec des émulseurs sans PFAS (plus visqueux). Il a déjà prévu de remplacer le local incendie (E4) de l'unité Salaise 2 avec une fin de travaux prévue vers avril/mai 2026. Il prévoit également de faire un diagnostic de toutes ses installations de protection incendie pour évaluer les travaux à réaliser pour les rendre compatibles avec des émulseurs sans PFAS.

L'exploitant a également indiqué que son fournisseur VANRULLEN-UNISER a arrêté la commercialisation des émulseurs utilisés par l'exploitant, donc même si l'exploitant dispose encore de quelques années pour substituer l'utilisation de ces émulseurs, il n'est plus approvisionné par son fournisseur sur ces références. L'exploitant a indiqué disposer d'un stock d'émulseur suffisant pour faire face à un incendie et qu'il récupère des stocks d'émulseurs de ces mêmes références auprès du SDIS.

**Demande de justificatifs n°1 : Bien que les échéances d'interdiction des émulseurs utilisés par l'exploitant ne soient pas encore atteintes, compte tenu de l'arrêt de la commercialisation de ces émulseurs par le fournisseur et de l'ampleur probable des travaux à réaliser pour rendre compatibles les installations de protection incendie du site avec des émulseurs sans PFAS, l'Inspection des installations classées considère qu'il est nécessaire que l'exploitant engage dès à présent un plan d'actions. Par conséquent, l'exploitant transmettra à l'Inspection des installations classées les résultats du diagnostic de compatibilité des installations de protection incendie avec des émulseurs sans PFAS et un plan d'actions avec un échéancier prévisionnel. [Délai : 6 mois]**

> Fiche n°4 du rapport – Notification des stocks de PFOA		
Observation n°1 : L'exploitant veillera à procéder à la déclaration de son stock d'émulseurs contenant des PFOA à la DGPR en application de l'article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants.	L'exploitant a déclaré son stock d'émulseurs contenant des PFOA à la DGPR le 18 juin 2025.	Point soldé
> Fiche n°7 du rapport – Salaise 4 – État des stocks		
Observation n°2 : L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer qu'il respecte les quantités maximales de déchets par rubrique ICPE. L'exploitant doit mettre en place une action corrective afin d'être en mesure d'assurer qu'il respecte en permanence les quantités maximales de déchets stockées par rubrique ICPE fixées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2015 du 12 octobre 2015.	L'exploitant indique avoir modifié son registre de suivi des déchets de Salaise 4 afin de permettre un suivi par rubrique ICPE et une comparaison aux seuils autorisés.	À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté l'état des stocks de Salaise 4 par rubrique ICPE au jour de la présente visite. Les quantités stockées respectent les quantités autorisées, sauf pour le stockage d'aérosols (cf. non-conformité n°1 ci-après).  Point soldé
Non-conformité n°1 : Des aérosols, visés par les rubriques 4320 et 4321, sont stockés sur la plateforme Salaise 4 alors que ce stockage n'est pas autorisé par l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2015 du 12 octobre 2015. L'exploitant doit supprimer ce stockage d'aérosols sur Salaise 4 ou régulariser ce stockage en déposant un dossier de porter à connaissance conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Dans l'attente de l'élimination ou de la régularisation de ce stockage, l'exploitant doit mettre en place, dans les plus brefs délais, des mesures compensatoires pour assurer la sécurité incendie de ces stockages et éviter les effets missiles en cas d'incendie en particulier au niveau du stockage d'aérosols hors armoires.	<p>L'exploitant indique que depuis la mise en service de l'unité Salaise 4, la destruction des aérosols sur Salaise 3 a été arrêtée. Le mode de gestion a évolué vers un regroupement des aérosols sur Salaise 4, en vue de leur évacuation vers un exutoire externe agréé, sans opération de traitement sur site. En conséquence, il prépare un dossier de porter à connaissance pour régulariser ce transfert de stockage avant fin 2025.</p> <p>Dans l'attente de cette régularisation, il indique avoir mises en place plusieurs mesures compensatoires temporaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Stockage des aérosols dans les armoires de sécurité équipées d'un système d'extinction automatique d'incendie par poudre ;</li> <li>- Pour les aérosols stockés hors armoires : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une partie des aérosols est stockée dans une zone dédiée fermée (local) limitant l'accès non autorisé.</li> <li>• Surveillance renforcée avec mise en place d'une</li> </ul> </li> </ul>	<p>L'exploitant prévoit de déposer son porter à connaissance relatif au stockage d'aérosols sur Salaise 4 en décembre 2025.</p> <p>L'Inspection a contrôlé la mise en œuvre de certaines mesures compensatoires. Elle a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- que les aérosols stockés hors armoires sont réunis sur une moitié du bâtiment (type chapiteau avec parois en bardage métallique et un toit souple). Les aérosols sont stockés dans des caisses en plastiques (géobox) ;</li> <li>- la présence d'aérosols dans ce bâtiment est affichée à l'entrée du bâtiment ;</li> <li>- l'accès à ce bâtiment est dégagé ;</li> <li>- la présence d'un extincteur à poudre sur roues à proximité de ce bâtiment.</li> </ul> <p>L'exploitant réalise une ronde en début et fin de journée avec une prise de température dont il consigne le résultat sur sa fiche de ronde.</p> <p>L'Inspection constate que les mesures compensatoires prévues par l'exploitant sont appliquées.</p>

	<p>ronde de surveillance par prise de température, permettant la détection précoce de tout échauffement anormal ou départ de feu, avec conservation des enregistrements thermiques pour analyse et traçabilité.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintien de l'accès à la zone dégagé et accessible aux secours extérieurs (pompiers) pour permettre une intervention rapide, avec signalisation claire du type de produits stockés (aérosols inflammables).</li> <li>• Présence d'extincteurs à poudre ABC, vérifiés périodiquement, et emplacement identifié à proximité immédiate des zones de stockage.</li> <li>• Formation régulière du personnel aux gestes de première intervention.</li> </ul>	<p>Dans l'attente de la réception et de l'instruction du porter à connaissance relatif au transfert du stockage d'aérosols de Salaise 3 vers Salaise 4, la non-conformité est maintenue.</p> <p><b><u>Non-conformité n°1</u></b>: Des aérosols, visés par les rubriques 4320 et 4321, sont stockés sur la plateforme Salaise 4 alors que ce stockage n'est pas autorisé par l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2015 du 12 octobre 2015. L'exploitant doit supprimer ce stockage d'aérosols sur Salaise 4 ou régulariser ce stockage en déposant un dossier de porter à connaissance conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Dans l'attente de l'élimination ou de la régularisation de ce stockage, l'exploitant doit mettre en œuvre des mesures compensatoires pour assurer la sécurité incendie de ces stockages et éviter les effets missiles en cas d'incendie en particulier au niveau du stockage d'aérosols hors armoires.</p>
--	---	---



> Fiche n°14 du rapport – Salaise 4 - Eaux pluviales

Non-conformité n°2 : Les eaux pluviales issues de la zone Salaise 4 sont envoyées directement à la station de traitement interne du site au lieu de faire l'objet d'un contrôle de leur qualité et d'être rejetées par batch au milieu naturel si leur qualité respecte les valeurs limites fixées à l'article 19-2 de l'arrêté préfectoral n° 2005-06928 du 22 juin 2005. Les eaux pluviales ne doivent être envoyées à la station de traitement que si leur qualité ne respecte pas les valeurs limites. Le fait d'envoyer des eaux pluviales non polluées à la station de traitement constitue une forme de dilution des effluents industriels, ce qui est interdit par l'article 23 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux.

L'exploitant indique que cette organisation avait été mise en place afin que l'ensemble des eaux puissent bénéficier d'un traitement complémentaire via ses nouveaux silos de charbon actif, installé pour renforcer sa capacité de traitement en sortie STEP (notamment les PFAS). Par mesure de précaution, et afin d'éviter tout rejet non maîtrisé vers le milieu naturel, les eaux ont donc été orientées vers la STEP interne, qui offre un traitement plus sécurisé.

L'exploitant envisage la mise en place d'une boucle de réutilisation des eaux pluviales collectées sur Salaise 4 en fonction de leur qualité. Le principe serait le suivant :

- Stockage des eaux pluviales dans les bassins B732 et B733 après passage dans le séparateur d'hydrocarbures ;
  - Contrôle analytique préalable des eaux pluviales (paramètres déterminées en interne en fonction de la réutilisation de l'eau souhaitée : eau de lavage des quai ou eau de process) ;
- En cas de conformité : Réutilisation en circuit fermé sur site, pour des usages compatibles (arrosage, appoint process non critique, lavage voirie, etc.)
- En cas de non-conformité : Orientation vers la station de traitement interne.
- L'étude technico-économique relative à ce recyclage est attendue pour décembre 2025.

L'exploitant a établi une procédure de gestion des eaux pluviales qui reprend le principe du recyclage des eaux pluviales si leur qualité est conforme après analyses.

Il a indiqué être en phase de test de cette procédure. Au jour de la visite d'inspection, il indique que les analyses des eaux pluviales collectées sur le site ne sont pas conformes et vont donc être orientées vers la STEP interne.

Interrogé sur les critères pris en compte pour évaluer la non-conformité des eaux pluviales, l'exploitant a indiqué que les critères sont les mêmes que ceux de l'arrêté préfectoral concernant le rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel. Les critères sont précisés dans la procédure présentée par l'exploitant.

Tel que présentée, la procédure de gestion des eaux pluviales du site est conforme à la réglementation. L'Inspection des installations classées est favorable au principe de recyclage des eaux pluviales du site tel que proposé par l'exploitant. Si des eaux pluviales ne sont pas recyclées alors qu'elles sont conformes, l'exploitant devra veiller à ne pas orienter ces eaux vers la STEP pour ne pas diluer les eaux de process.

**Point soldé**

> Fiche n°18 du rapport – Salaise 4 - Comportement au feu et désenfumage		
<u>Demande de justificatifs n°2</u> : L'exploitant transmettra les justificatifs coupe-feu des murs extérieurs, des murs séparatifs, du plancher et des portes du bâtiment de tri / regroupement de Salaise 4 conformément à l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2015 du 12 octobre 2015.	L'exploitant a fourni les plans de conception du bâtiment de tri / regroupement de Salaise 4 qui montrent que les murs extérieurs sont des murs pré-coffrés thermiques avec une stabilité au feu d'une heure. Il a également fourni les attestations coupe-feu des portes et des clapets.	Point soldé
> Fiche n°19 du rapport – Salaise 4 - Systèmes de détection et extinction automatique		
<u>Observation n°3</u> : L'exploitant devra prendre l'attache de BUREAU VERITAS pour expliquer la mention « Bon état du sprinklage apparent : NON » figurant dans le rapport de contrôle du système de sprinklage du 21/08/2024. Il précisera notamment ce qui a justifié cette mention et précisera, le cas échéant, les actions correctives prévues.	L'exploitant indique qu'après vérification, il s'agit d'une erreur de saisie, la case a été cochée par erreur par le sous-traitant intervenu pour le contrôle. Il fournit le rapport de contrôle corrigé. Aucun défaut n'a été constaté sur le système de sprinklage lors du contrôle.	Point soldé

## N° 2 : PFAS dans les rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PFAS dans les rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er fait réaliser une campagne de prélèvements et d'analyses des substances listées au présent article sur chaque point d'émission atmosphérique canalisée résultant du traitement thermique de déchets de l'installation. Cette campagne porte sur : 1° Le prélèvement et l'analyse de chacune des substances PFAS listées à l'annexe I au présent arrêté ; 2° La mesure du fluorure d'hydrogène (HF) ; 3° La mesure des principaux paramètres périphériques associés : débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau.  [→ Délais : 31/10/2025 pour les installations d'incinération classées 2770 et/ou 3520.]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué avoir réalisé la campagne de mesure des PFAS dans les rejets atmosphériques des quatre lignes d'incinération en octobre 2025, mais ne dispose pas encore des résultats.  <b><u>Demande de justificatifs n°2 :</u></b> L'exploitant transmettra les résultats des mesures des PFAS dans les rejets atmosphériques des quatre lignes d'incinération dans GIDAF à réception des résultats.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Mesure de maîtrise des risques NBC1

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/01/2024, article 1				
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesure de maîtrise des risques NBC1				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
<b>&gt; Arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2018-09-14 du 17 septembre 2018</b>				
<u>Article 2.2.8. Mesures de maîtrise des risques et actions d'amélioration à mettre en place</u>				
L'exploitant met en place, dans les délais indiqués, les mesures de maîtrise des risques (MMR) listés en annexe libellée « Informations sensibles -Non communicable au public », du présent arrêté.				
<u>Annexe 1</u>				
Réf. MMR	Désignation	Niveau de confiance	Phénomènes dangereux (référence : étude de dangers version finale de décembre 2017)	Opérationnelle ou date de mise en service
NBC1 / NBC2	Confinement des nouveaux bâtiments NBC1 et NBC2 avec dépression vers la post combustion <ul style="list-style-type: none"><li>pour le bâtiment NBC1 : mise en dépression permanente vers la post-combustion des fours de Salaise 3, avec secours sur Salaise 2</li><li>pour le bâtiment NBC2 : mise en dépression vers la post-combustion de Salaise 2</li><li>fréquence de test mensuel</li></ul>	NC 1	TNBC1 TNBC2	01/05/2022 (NBC2) 01/05/2023 (NBC1)
<b>&gt; Arrêté préfectoral de mise en demeure n° DDPP-DREAL UD38-2024-01-13 du 15 janvier 2024</b>				
Article 1er - La société TREDI (SIREN n° 338 185 762) dont le siège social est situé ZI de la Plaine de l'Ain, allée des Pins - 01150 Saint-Vulbas, est mise en demeure de respecter, pour l'établissement qu'elle exploite au 519 rue Denis Papin 38150 SALAISE-SUR-SANNE (SIRET n° 338 185 762 00071), dans un délai de quatorze mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 2.2.8 et de l'annexe I de l'arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2018-09-14 du 17 septembre 2018 relatives à la mesure de maîtrise des risques dénommée « NBC1 », en mettant en œuvre les mesures visant à limiter le scénario d'accident majeur de dispersion de vapeurs toxiques suite au renversement d'un contenant de 1 kg ou 30 kg au sein de l'unité Salaise 2.				
En cas de non respect de cette mise en demeure dans le délai prévu, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.				
<b>Constats :</b>				
Dans son étude de dangers de 2017, l'exploitant avait proposé des mesures de maîtrise des risques (MMR) qui ont été prescrites à l'article 2.2.8 et à l'annexe I de l'arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2018-09-14 du 17 septembre 2018 avec des délais de mises en œuvre.				
Parmi les MMR prescrites, les MMR NBC1 et NBC2 visent à créer deux bâtiments confinés afin de réduire les risques liés aux scénarios d'accidents suivants :				
<ul style="list-style-type: none"><li>TAS1 : Dispersion de vapeurs toxiques suite au renversement d'un contenant de 200 l ou 1 000 l au sein du hangar S1 ;</li><li>TAS2 : Dispersion de vapeurs toxiques suite au renversement d'un contenant de 200 l ou 1 000 l au sein du hangar S2 ;</li></ul>				

- TBS2 : Dispersion de vapeurs toxiques suite au renversement d'un contenant de 1 kg ou 30 kg au sein de l'unité S2 ;
- T48 : Épandage d'un déchet liquide toxique au poste de dépotage de la filière directe liquide à température contrôlée.

Suite à une étude technico-économique, les bâtiments confinés NBC1 et NBC2 n'ont pas été mis en place ainsi que les MMR qui y étaient associées (ARI, RS, CF NBC1, CF NBC2, EX NBC1, EX NBC2, 1<sup>er</sup> VS, 2<sup>nd</sup> VS 1<sup>er</sup> GE, 2<sup>nd</sup> GE et VF) en raison de coûts d'investissement jugés disproportionnés par l'exploitant.

La MMR NBC2 consiste à confiner dans un bâtiment le dépotage des filières directes d'incinération des déchets liquides classés toxiques H330 et H331 sur le secteur Salaise 2. L'exploitant a décidé de ne plus traiter en filière directe les déchets liquides toxiques H330 et H331, ce qui a pour conséquence la suppression du scénario T48. Les MMR liées au projet de bâtiment NBC2 sont donc caduques.

La MMR NBC1 consiste à confiner dans un bâtiment les opérations de manutention de déchets conditionnés réceptionnés sur le site au niveau du secteur Salaise 4 et destinés à être traités sur Salaise 2.

Pour pallier la non mise en œuvre de la MMR NBC1, l'exploitant a décidé d'interdire le stockage des déchets liquides toxiques (H330 et H331) conditionnés en contenant unitaire supérieur ou égal à 200 l dans les hangars S1 et S2, afin de supprimer les scénarios TAS1 et TAS2.

Il demeure donc le scénario d'accident majeur TBS2.

L'exploitant a remis une nouvelle étude de dangers en septembre 2023, complétée en 2024, qui intègre ces mesures de restrictions et propose d'autres mesures visant à réduire la gravité du scénario TBS2. Au jour de la présente inspection, cette nouvelle étude de dangers est en cours de validation par l'Inspection des installations classées.

Les mesures proposées pour réduire la gravité du scénario TBS2 consistent en une gestion des déchets en petit conditionnement ( $\leq 30$  kg) au plus près de l'alimentation de Salaise 2 couplée à un arrêt de prise en charge de certains conditionnements. Ces mesures prévoient notamment :

- l'interdiction de stockage sur la zone sud et dans le hangar de Salaise 2 des déchets liquides toxiques en petit conditionnement engendrant une distance SEI  $> 16$  m ;
- la création d'une nouvelle zone de stockage des déchets (nouveau hangar) en petit conditionnement au nord de Salaise 2 ;
- l'interdiction de stockage sur la nouvelle zone nord de Salaise 2 des déchets liquides toxiques en petit conditionnement engendrant une distance SEI  $> 62$  m ;
- la modification des conditions d'acceptation des déchets en petit conditionnement sur Salaise 4 en cohérence avec les dispositions des zones de stockage de Salaise 2 étant donné que ces déchets sont destinés à être stockés et traités sur Salaise 2 après tri sur Salaise 4.

Lors de l'inspection du 22 novembre 2023, il avait été constaté que la MMR NBC1 n'était pas mise en œuvre et que les mesures alternatives proposées dans la nouvelle étude de dangers n'étaient pas encore toutes mises en œuvre, notamment le nouveau hangar de stockage des déchets en petit conditionnement au nord de Salaise 2 n'était pas encore créé et des déchets de la filière

toxique en petit conditionnement dont les effets toxiques sont modélisés à des distances supérieures à 16 mètres étaient encore réceptionnés. Le scénario d'accident majeur TBS2 pouvait donc se produire sur le site.

Par conséquent, l'exploitant a été mis en demeure par l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL UD38-2024-01-13 du 15 janvier 2024 de respecter les dispositions de l'article 2.2.8 et de l'annexe I de l'arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2018-09-14 du 17 septembre 2018 relatives à la mesure de maîtrise des risques dénommée « NBC1 », en mettant en œuvre les mesures visant à limiter le scénario d'accident majeur de dispersion de vapeurs toxiques suite au renversement d'un contenant de 1 kg ou 30 kg au sein de l'unité Salaise 2.

Au jour de la présente visite, l'échéance de la mise en demeure (15 mars 2025) est échue et les travaux d'aménagement du nouveau hangar de stockage au nord de Salaise 2 ne sont pas encore terminés. Le nouveau hangar devrait être terminé au deuxième trimestre 2026.

Dans l'attente de la fin des travaux du nouveau hangar de stockage des déchets en petit conditionnement au nord de Salaise 2, l'exploitant a arrêté depuis le 31/12/2024 la réception des déchets toxiques en petit conditionnement dont les effets toxiques sont modélisés à des distances supérieures à 16 mètres. Ceux étant inférieurs à 16 mètres sont maintenus dans le stockage actuel (hangar Salaise 2). Cette mesure compensatoire permet de supprimer temporairement le scénario TBS2. La réception des déchets toxiques en petit conditionnement dont les effets toxiques sont modélisés à des distances supérieures à 16 mètres mais inférieures à 62 m sera réactivée lorsque le nouveau hangar de stockage au nord de Salaise 2 sera opérationnel.

Au jour de la présente inspection, l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° DDPP-DREAL UD38-2024-01-13 du 15 janvier 2024 n'est donc pas respecté et les mesures alternatives proposées ne sont pas encore finalisées, mais les mesures compensatoires mises en œuvre permettent de supprimer temporairement le scénario TBS2, lequel justifiait la mise en demeure. C'est pourquoi aucune sanction administrative n'est proposée.

La situation sera régularisée d'une part avec l'arrêté préfectoral actant les mesures alternatives proposées dans l'étude de dangers en substitution de la MMR NBC1 (projet d'arrêté en cours d'élaboration) et, d'autre part, la fin des travaux de mise en œuvre de ces mesures alternatives (fin de construction du nouveau hangar au nord de Salaise 2).

**Demande de justificatifs n°3 : L'exploitant informera l'Inspection lorsque les travaux de création du nouveau hangar de stockage au nord de Salaise 2 seront terminés.**

**Dans l'attente de la fin des travaux du nouveau hangar, l'exploitant doit maintenir sa mesure compensatoire consistant à ne plus recevoir sur son site les déchets toxiques en petit conditionnement dont les effets toxiques irréversibles (SEI) sont modélisés à des distances supérieures à 16 mètres.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 4 : SGS – Gestion des modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des modifications	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
<p><b>&gt; Arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement</b></p> <p><b>Article 8</b></p> <p>L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I [...].</p> <p>L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I [...].</p> <p><b>Annexe I</b></p> <p>4. Conception et gestion des modifications</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.</p> <p><b>&gt; Arrêté préfectoral n°98-5055 du 31 juillet 1998</b></p> <p><b>Article 1.5 - Modification</b></p> <p>Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p><b>&gt; Arrêté préfectoral n° DDPP-IC-2018-09-14 du 17 septembre 2018</b></p> <p><b>Article 2.2.9. Système de gestion de la sécurité</b></p> <p>[...] La traçabilité des différentes vérifications, tests, contrôles et autres opérations visées ci-dessus est assurée en permanence. L'exploitant tient ces restitutions à disposition de l'inspection des installations classées.</p>	
<b>Constats :</b>	
Questions posées par l'inspection des ICPE	Réponses de l'exploitant et constats établis
Cas général	
<p>► Quelle est l'organisation mise en place concernant la planification des modifications à apporter aux installations ?</p> <p>L'organisation est-elle similaire pour ce qui concerne la conception d'une nouvelle installation ou d'un nouveau procédé ?</p>	<p>Toutes les demandes de projets, quelles qu'elles soient (tout budget, tout domaine), sont enregistrées dans un tableau de planification des projets suivi par le service Travaux Neufs.</p> <p>Chaque demande fait l'objet d'une fiche de demande de modification reliée au tableau de planification des projets. La fiche de demande de modification vise à décrire la modification prévue,</p>

	<p>évaluer son impact sur différentes thématiques (sur l'étude de dangers, sur l'environnement, etc.) et déterminer les actions et moyens à mettre en œuvre dans le cadre de cette modification (mise à jour documentaires, formations, tests, etc.). Lorsque la fiche de demande de modification est validée, le projet est intégré au budget de l'année choisie dans le tableau de planification.</p> <p>L'organisation est la même pour la conception d'une nouvelle installation ou d'un nouveau procédé. Pour un projet complexe, plusieurs fiches de demande de modification peuvent être créées et reliées à une fiche principale.</p>
<p>► Quelles sont les procédures qui ont été définies en conséquence ?</p>	<p>L'exploitant a établi une procédure nommée « Conception et gestion des modifications » qui précise notamment son champ d'application et que les modifications doivent faire l'objet d'une fiche de demande de modification.</p> <p>L'exploitant a également établi une fiche type de demande de modification.</p>
<p>► Quelles modifications entrent dans le champ de la procédure de gestion des modifications ?</p> <p>La procédure définit-elle le cas de la modification notable visée en article R. 181-46 du Code de l'Environnement ?</p> <p>La procédure précise-t-elle les modifications qui sont exclues de cette procédure ?</p> <p>Il y a-t-il un traitement particulier pour les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• remplacement à l'identique ?</li> <li>• modification temporaire ?</li> <li>• modification « urgente » ?</li> </ul>	<p>La procédure précise que son champ d'application s'applique aux modifications d'installations, de procédés, d'équipements, de logiciel, d'organisation et des conditions d'exploitation dès lors que ces modifications peuvent impacter l'étude de dangers, la conformité réglementaire du site, ou avoir un impact sur la sécurité ou l'environnement.</p> <p>La procédure ne définit pas spécifiquement le cas de la modification notable visée en article R. 181-46 du code de l'environnement, mais la fiche de demande de modification prévoit bien d'évaluer si la modification nécessite un porter à connaissance de l'administration.</p> <p>La procédure précise les modifications qui sont exclues de cette procédure. Sont notamment exclues (non exhaustif) : les remplacements à l'identique, les modifications documentaires (celles-ci sont gérées via une procédure spécifique), les mesures palliatives déjà prévues dans les fiches MMR.</p> <p>Les modifications temporaires ne sont pas exclues de la procédure. La procédure ne prévoit pas de traitement particulier pour les mesures urgentes. En pratique, l'exploitant indique que la mise en œuvre d'une modification urgente est adaptée au cas par cas et prime sur la rédaction de la fiche de demande de modification.</p>



<p>► Comment l'exploitant décide-t-il si une modification doit suivre la procédure de gestion des modifications ?</p>	<p>A minima, toutes les modifications entrant dans le champ d'application de la procédure doivent suivre la procédure.</p> <p>En pratique, l'exploitant indique avoir étendu le principe de la fiche de demande de modification à tout type de modification afin que chaque modification puisse a minima être validée par le service HSE et un membre du comité de direction.</p>
<p>► Pour quel type de modification l'inspection des installations classées est-elle informée ?</p>	<p>L'Inspection des installations classées est informée des modifications pour lesquelles il a été indiqué dans la fiche de demande de modification qu'un porter à connaissance est nécessaire. L'information peut aussi être réalisée à l'appréciation du service HSE.</p>
<p>► L'exploitant a-t-il défini une structure spécifique chargée de la gestion des modifications ? (service maintenance, HSE...)</p> <p>Comment se coordonnent les différents services concernés (travaux neuf, maintenance, HSE, achats...) ?</p>	<p>L'exploitant a défini des services valideurs obligatoires (HSE, CODIR). D'autres valideurs sont décidés au cas par cas en fonction de l'objet de la modification avec un ordre de validation pré-établi. La fiche de demande de modification est déposée sur un drive informatique, auquel les différents services valideurs ont accès, par le service demandeur ou le service Travaux Neufs s'il reçoit la demande directement. La fiche est transférée dans les dossiers des valideurs au fur à mesure selon l'ordre de validation pré-établi.</p>
<p>► Quel est le processus de validation d'une modification ? Notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Comment sont-elles initiées ? Qui les propose ?</li> <li>• Comment sont-elles élaborées, techniquement traitées (<i>existence d'un dossier technique par exemple</i>) ? Quels sont les documents à constituer dans ce cadre ?</li> <li>• Qui valide et qui décide de la réalisation de la modification ?</li> <li>• Qui s'assure ou vérifie que les hypothèses et conclusions de l'étude de dangers ne sont pas remises en cause par les modifications envisagées ? Pour quel type de modification l'étude de dangers doit être mise à jour ?</li> </ul>	<p>Tout agent du site peut proposer une demande de modification. Si la modification est proposée par un opérateur qui n'est pas chef d'équipe ou de service/unité, la demande de modification doit être validée par le supérieur hiérarchique pour être envoyée sur le drive.</p> <p>La fiche de demande de modification est renseignée en premier lieu par le service demandeur, puis peut être complétée par les valideurs.</p> <p>La fiche de demande de modification comprend une description de la modification envisagée, puis différents volets à compléter visant à évaluer les enjeux et les impacts de la modification sur différents thèmes (sécurité, environnement, impacts humains, documents techniques, maintenance...). La fiche comprend également une partie dans laquelle l'exploitant doit définir les actions à réaliser dans le cadre de cette modification (réalisation d'un porter à connaissance, mise à jour de procédures, de PID, du POI, moyens humains nécessaires, formation du personnel, etc.)</p> <p>Les valideurs de la fiche sont variables en fonction de</p>

	<p>l'objet de la modification, mais celle-ci est a minima validée par le service HSE et un membre du CODIR. Tout valideur de la fiche peut ajouter un autre valideur s'il le juge nécessaire.</p> <p>Le service HSE est notamment chargé de vérifier si la modification est susceptible d'avoir un impact sur l'étude de dangers.</p>
<p>► Quelle que soit l'organisation mise en œuvre, comment la cohérence avec les autres procédures est-elle assurée ?</p> <p>En particulier, comment est réalisée l'information et/ou la formation du personnel suite aux modifications effectuées ?</p> <p>Comment sont pris en compte les impacts des modifications techniques sur l'organisation du travail et la formation du personnel ?</p> <p>Le service HSE est-il toujours informé des modifications en cours ou à venir ?</p>	<p>La fiche de demande de modification, telle qu'elle est conçue, prévoit un volet sur l'impact de la modification sur les autres procédures et les mesures à mettre en œuvre dans ce cadre, telle que la création ou la mise à jour de procédures. En revanche, la modification d'une procédure est gérée via la procédure de gestion documentaire.</p> <p>Si la modification nécessite une formation du personnel, celle-ci est précisée dans la fiche de demande de modification.</p> <p>Le service HSE est informé de toutes les demandes de modification.</p>
<p>► L'organisation et les procédures prévoient-elles de manière explicite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>de vérifier que les modifications réalisées sont conformes à ce qui était prévu ? Existence d'un PV de récolement de travaux ou d'une réception des travaux ?</li> <li>de vérifier que les différents documents concernés, notamment les procédures opérationnelles, ont été mis à jour avant la remise en service des installations modifiées ?</li> </ul>	<p>L'exploitant indique qu'il demande un PV de récolement pour les travaux réalisés par les entreprises extérieures, mais les modifications en interne ne font pas systématiquement l'objet d'une réception de la modification.</p> <p>La procédure prévoit que la réalisation des mesures prévues dans la fiche de demande de modification (mise à jour de procédures, de PID, formations, etc.) doit être vérifiée avant la mise en service de la modification, mais en pratique il n'y a pas de vérification systématique que les mesures devant être mises en œuvre ont bien été réalisées avant la mise en service de la modification.</p>
<p>► La procédure de gestion des modifications différencie-t-elle les modifications de MMR des autres modifications ?</p> <p>Le processus de modification ou de remplacement d'une MMR permet-il de s'assurer que le niveau de sécurité requis, notamment dans l'étude de dangers, n'est pas altéré par les pièces de rechange utilisées ?</p>	<p>La fiche de demande de modification permet d'identifier si la modification concerne une MMR.</p> <p>La modification d'une MMR suit la même procédure que pour les autres modifications.</p> <p>Ce sont les services HSE et travaux neufs qui sont garants d'évaluer si la modification d'une MMR est de nature à modifier ses spécifications techniques et à avoir un impact sur son niveau de sécurité.</p>
<p>► Après modification, le matériel / l'installation est-il(elle) testé(e) ?</p>	<p>La fiche de demande de modification comprend un volet relatif au test de la modification. Dans ce volet,</p>

La procédure le précise-t-elle ?	l'exploitant doit indiquer si la modification nécessite de réaliser des tests et préciser la nature des tests.
► Comment est assuré le suivi des dossiers de modification ?	Il y a un suivi macro des demandes de modifications à travers le tableau de planification des projets et les modifications validées sont évoquées en réunion du CODIR, mais il n'y a pas de réel suivi des fiches de modification ouvertes après leur validation.
► Quand une modification est-elle close ?	D'après la procédure, la modification doit être close lorsque la modification est réalisée et que l'ensemble des actions prévues dans le cadre de cette modification a été réalisé (formations, mise à jour documentaires, etc.).  En pratique, les fiches de demande de modification ne sont pas systématiquement closes et il n'y a pas de revue périodique des modifications non closes.
Cas des modifications organisationnelles	
► Les modifications organisationnelles entrent-elles dans le champ de la procédure de gestion des modifications de l'exploitant ?  Dans le cas contraire, comment sont gérées les modifications organisationnelles ?	Les modifications organisationnelles sont incluses dans le champ de la procédure de gestion des modifications de l'exploitant et suivent le même processus d'évaluation et de validation.
► Comment sont gérés les changements de personnes à des postes clés ?  Notamment en termes de profils et de transferts de compétences ?	L'exploitant a mis en place un système de pépinière dans lequel il forme des agents qui sont immergés dans différents services du site pendant des durées variables allant de quelques mois à environ un an. Ce vivier permet à l'exploitant de disposer d'agents ayant une bonne connaissance du site dans différents domaines clés et disponibles en cas de vacances de postes.
<p>Par sondage, l'Inspection a contrôlé le suivi de deux modifications récentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- modification de l'entrée du laboratoire avec déplacement du stockage de bouteilles de gaz</li> <li>- abatement des poussières de la plateforme de stockage des mâchefers avec la mise en place de brumisateurs sur les alvéoles.</li> </ul> <p>L'exploitant a présenté les fiches de demande de modification de ces deux projets.</p> <p>Globalement, sur ces deux modifications, l'évaluation de leurs impacts et les actions à mettre en œuvre sont renseignées dans les fiches de demande de modification. Les signataires des modifications comprennent le service HSE et un membre du CODIR (le responsable du service Travaux Neufs).</p> <p>En revanche, le système mis en place ne permet pas de s'assurer que les actions devant être mises en œuvre avant la mise en service de la modification ont bien été réalisées. En effet, sur la modification relative aux brumisateurs, la fiche de demande de modification indiquait la nécessité</p>	

de réviser la liste des ESP. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si cela a été fait et considère qu'il s'agit d'une erreur, que cette modification n'a pas d'impact sur les ESP du site. Un suivi de cette modification aurait pu permettre d'identifier cette erreur.

Ainsi, l'Inspection considère que l'organisation mise en place par l'exploitant concernant la gestion des modifications permet une bonne identification des enjeux et des impacts de la modification, des mesures à mettre en œuvre pour accompagner la modification et un circuit de validation qui permet d'assurer un contrôle de la modification par les services compétents. En revanche, **le suivi des modifications après leur validation est insuffisant.**

**Non-conformité n°2** : L'organisation de la gestion des modifications actuellement appliquée par l'exploitant ne permet pas de s'assurer que toutes les actions à mettre en œuvre avant la mise en service de la modification, jugées comme nécessaires lors de l'évaluation des impacts de la modification et inscrites dans la fiche de demande de modification, ont bien été mises en œuvre. Dans ces conditions, il n'est pas établi que toutes les mesures nécessaires à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement sont bien prises.

**Observation n°1** : L'organisation de la gestion des modifications pourrait notamment être améliorée sur les aspects suivants :

- Dans les fiches de demande de modification, il pourrait être précisé si les actions jugées comme nécessaires lors de l'évaluation des impacts de la modification et inscrites dans la fiche de demande de modification doivent être impérativement réalisées avant la mise en service de la modification ou si certaines actions peuvent être réalisées après et dans ce cas préciser l'échéance de réalisation ;
- Formaliser la réalisation effective des actions jugées comme nécessaires lors de l'évaluation des impacts de la modification et inscrites dans la fiche de demande de modification ;
- Avant l'accord de mise en service de la modification, veiller au contrôle de la réalisation de toutes les actions à mettre en œuvre avant la mise en service de la modification, jugées comme nécessaires lors de l'évaluation des impacts de la modification et inscrites dans la fiche de demande de modification ;
- Formaliser la réception des modifications de manière à s'assurer qu'elles ont été réalisées conformément aux attendus ;
- Clore les fiches de demande de modification lorsque la modification a été réalisée, ainsi que toutes les actions jugées comme nécessaires lors de l'évaluation des impacts de la modification et inscrites dans la fiche de demande de modification.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 3 mois